

Golfe : l'Amérique plante son drapeau, l'URSS fait son trou

PAR GHASSAN SALAME *

LIBÉRATION

16-NOV-1987

Après sept ans de duel irano-irakien, la guerre du Golfe est aujourd'hui un conflit international. L'URSS fait graduellement son entrée dans une zone qui lui était fermée. Les Etats-Unis envoient une flotte impressionnante et qui ne se contente pas de montrer le drapeau. La France déploie un porte-avions et la quasi-totalité de sa flotte de l'océan Indien, suivie par quatre autres, européens. Le Conseil de sécurité de l'ONU, entièrement handicapé depuis le début de la guerre, finit par adopter une résolution musclée appelant au cessez-le-feu et au rétrai des troupes aux frontières. De fournisseurs d'armes et de spectateurs non engagés, les grandes puissances sont devenues, sinon des acteurs principaux, du moins des témoins très rapprochés. Tout le monde n'en tire pas les mêmes avantages.

Le Golfe avait été, jusqu'ici, un lac américain. Si en 1968, la Grande-Bretagne a renoncé à ses charges séculaires dans et autour ce doigt de mer, les Etats-Unis n'ont pas eu beaucoup de peine à l'y remplacer. Il ne fallait guère pour cela envoyer des flottes ou débarquer des troupes : les dirigeants du Golfe avaient eu la bonne idée d'être pro-Occidentaux. Pour Washington, il suffisait qu'ils le restent.

Pour justifier les dépenses militaires astronomiques du shah d'Iran et de l'Arabie saoudite, la presse bien inspirée d'Occident amplifiait à souhait le danger soviétique dans la zone. Mais la rébellion du Dhofar (Oman) a été matée en 1975, et, plutôt que de se radicaliser, le Ba'ath irakien au pouvoir depuis 1968, a choisi de décimer ses communistes et de s'ouvrir sur l'Occident. En fait il n'y avait jamais eu de « danger russe » dans le Golfe ni du temps de Catherine, ni de celui des Soviétiques.

Le premier bénéficiaire de l'internationalisation du conflit est donc l'Union soviétique, qui est ainsi admise comme « partie intéressée » dans une zone où elle n'occupait qu'une place marginale. C'est là un premier gain qu'il faut mettre en parallèle avec le retour généralisé à l'idée d'une conférence internationale pour régler le conflit israélo-arabe, c'est-à-dire à la réadmission de l'URSS, là aussi, comme partie intéressée après douze ans de *peace-making* unilatéral américain. L'architecture kissingérienne au Moyen-Orient, fondée d'abord sur l'exclusion de l'URSS, en prend un sérieux coup.

L'Union soviétique ne pousse pas l'avantage par peur de le perdre. Admise comme partie intéressée, l'Union soviétique a intérêt à retarder un règlement qui l'excluerait à nouveau du jeu. D'où son enthousiasme pour l'adoption de la résolution 598 du Conseil de sécurité et son opposition, maintenant évidente quoique niée, à sa mise en application. Principal fournisseur d'armes de l'Irak, Moscou a tenté des ouvertures vers les pétro-monarchies, mais son succès a été modeste.

D'où l'ouverture soviétique vers l'Iran. La présence militaire massive de l'Occident dans les eaux du Golfe, conjuguée avec le traumatisme (également ressenti en Iran) de l'Iranganate, aura produit un effet pervers, celui d'encourager un rapprochement irano-soviétique. Celui-ci est réel mais limité. Moscou a bien fourni des produits pétroliers raffinés à Téhéran, et l'Iran a bien pris ses distances avec les chiïtes afghans. Mais les grands accords annoncés en août n'ont toujours pas vu le jour. C'est que lorsqu'on est limitrophe d'une grande puissance, on hésite beaucoup à s'engager avec elle.

Que gagnent donc les Etats-Unis à cet engagement déterminé dans le Golfe? D'abord la restauration d'une position dominante sérieusement affectée par l'amateurisme à la fois naïf et retors des héros de l'Iranganate et qui avait irrité les gouvernements princiers du Golfe. Ensuite, des concessions arrachées à chaud à ces derniers, qu'ils avaient jusqu'ici refusé de donner, comme le droit d'atterrissage en cas de crise sur les aéroports saoudiens, ou le droit de surveillance des Emirats par les Awacs. Et, depuis que l'opinion publique américaine est devenue favorable à cet engagement, une plus grande liberté de vente d'armes aux pays arabes du Golfe, jusqu'ici bloquées par le veto menaçant du puissant « lobby juif ».

Pour les Américains, cependant, le temps peut être un allié versatile. Sur le court terme, l'administration reaganienne a réussi à éviter l'application du *War Powers Act*, à choisir des objectifs adéquats pour ses représailles militaires aux provocations iraniennes, à dépasser les états d'âme peu convaincus des candidats démocrates et à mobiliser l'opinion contre Khomeiny. Le long terme, à supposer qu'il intéresse les politiciens à Washington ou ailleurs, ne devrait pas poser problème : en 1992 ou 1993, le Golfe redeviendra le producteur principal de pétrole dans le monde et cela sans doute pour les trente ou quarante années qui suivront. Il ne devrait pas être difficile de

Le premier bénéficiaire de l'internationalisation du conflit Irak-Iran est l'URSS, admise comme « partie intéressée » dans une zone d'où elle était exclue. Les Américains voudraient retrouver la situation

antérieure et imposer une pax americana dans la région. Chose difficile qui dépend aussi maintenant de la réussite du sommet Reagan-Gorbatchev.

convaincre le Congrès de maintenir une présence militaire substantielle dans une zone alors redevenue stratégique.

C'est le moyen terme qui est semé d'embûches : comment rassurer les monarchies sans pousser l'Iran plus loin dans son flirt soviétique? Comment éviter une victoire iranienne sans permettre un succès irakien? Comment arrêter la guerre sans voir les prix pétroliers s'effondrer à cause de la surproduction des deux belligérants reconstruisant leurs économies? Autant de questions qu'une administration entamant sa dernière année d'exercice serait bien naïve de penser pouvoir résoudre sans, au moins, la bienveillante neutralité des Soviétiques.

Cependant, les puissances, si grandes soient-elles, n'auront probablement pas le dernier mot. L'issue de ces grandes manœuvres sera aussi signée dans la région et par les acteurs régionaux eux-mêmes. Trois facteurs sont en jeu.

D'abord l'évolution sur le terrain. C'est l'impasse militaire sur le front qui explique l'extension actuelle du conflit, à laquelle un Iran frustré de victoire s'est résolu. Tout

Golfe : L'Amérique plante son drapeau
L'URSS fait son trou
PAR GHASSAN SALAME *

indique que l'impasse va durer : si l'Irak fait dans la défensive tous ses efforts, il l'a fait avec succès. Les batailles de janvier dernier qui ont coûté quelque 30 000 morts à l'Irak en dix jours, ont à peine fait bouger le front d'un kilomètre. Piètre résultat.

La lutte des factions en Iran est également importante. Or là aussi l'impasse est réelle, au moins jusqu'aux élections iraniennes du printemps prochain, et peut-être même jusqu'à la mort du guide de la révolution.

Troisième facteur : les divisions arabes. Là aussi, rien n'indique une transformation profonde des positions.

Arraché à ses riverains, à la protection discrète de l'Occident et au passage routinier d'équipages en T-shirts sur des tankers pacifiques, le Golfe enserme maintenant un bon nombre de dilemmes entre ses deux rives dénuées de charme. Une concession américaine sur un dossier comme celui de « la guerre des étoiles » est sans doute suffisante pour convaincre Moscou de laisser Washington commencer à y faire baisser la fièvre. Mais il faudrait pour cela qu'au sommet Reagan-Gorbatchev des concessions soient finalement faites. Cela n'est plus improbable.

* Actuellement professeur associé à l'université Paris 1.